



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général de la défense
et de la sécurité nationale**

Cahier des clauses administratives particulières n°2025-06 du 25/03/2025

Accord-cadre de techniques de l'information et de la communication

Pouvoir adjudicateur contractant :

**L'Etat – Services du Premier ministre
Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale
(SGDSN)
51, bd de La Tour-Maubourg - 75700 Paris 07 SP**

Objet de l'accord-cadre :

**Production de parcours de formation sur des sujets variés de la
cybersécurité et hébergement de ces parcours sur une plateforme de
formation en ligne.**

Sommaire

Article 1 - Objet de l'accord-cadre- dispositions générales.....	5
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	5
1.2 Allotissement.....	6
1.3 Durée de l'accord-cadre.....	6
1.4 Forme des notifications et informations.....	6
1.5 Modification de l'accord-cadre.....	6
1.6 Tranches.....	6
Article 2 - Pièces contractuelles.....	7
Article 3 - Modalités pratiques d'exécution de l'accord-cadre	7
3.1 Exécution générale de l'accord-cadre.....	7
3.1.1 Représentants des parties contractantes	7
3.1.2 Obligation de résultat	8
3.2 Passation des commandes du poste n°3.....	8
3.2.1 Objet du bon de commande.....	8
3.2.2 Passation du bon de commande.....	8
3.3 Désignation des prestations.....	9
3.4 Délais de réalisation et de livraison.....	12
3.5 Prolongation de délais et sursis de livraison	12
3.6 Pénalités pour retard	12
3.6.1 Dispositions générales.....	12
3.6.2 Pénalités en cas de non-respect du temps de rétablissement de l'infrastructure	13
3.6.3 Pénalités en cas de retard dans la remise des prestations.....	13
3.6.4 Pénalités en cas d'absences et retards aux réunions.....	13
3.6.5 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	14
3.7 Conditions de livraison	14
3.8 Opérations de vérification.....	14
3.9 Décisions après vérifications.....	14

Article 4 - Modalités financières de l'accord-cadre	16
4.1 Modalités de détermination des prix.....	16
4.1.1 <i>Forme et contenu des prix</i>	16
4.1.2 <i>Variation des prix</i>	16
4.2 Règlement.....	18
4.2.1 <i>Avance</i>	18
4.2.2 <i>Acomptes</i>	19
4.2.3 <i>Paiements partiels définitifs</i>	19
4.2.4 <i>Solde</i>	19
4.2.5 <i>Modalités de facturation</i>	19
4.2.6 <i>Acceptation de la demande de paiement</i>	21
4.2.7 <i>Modalités de règlement</i>	21
4.3 Clause de réexamen	22
Article 5 - Autres clauses administratives	23
5.1 Sous-traitance.....	23
5.2 Nantissement.....	23
5.3 Litiges	24
5.4 Résiliation de l'accord-cadre.....	24
5.4.1 <i>Décompte de résiliation</i>	24
5.4.2 <i>Effet de résiliation</i>	25
5.5 Changements dans la situation du titulaire.....	25
Article 6 - Mesures de sécurité et protection du secret	25
6.1 Obligation de confidentialité.....	26
6.2 Protection des données à caractère personnel.....	26
6.3 Mesures de sécurité et protection du secret	27
Article 7 - Clause sociale - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire.....	27
7.1 Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire	28
7.2 Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours	28

7.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation	29
Article 8 - Droit – langue	30
Article 9 - Droit de propriété intellectuelle.....	30
Article 10 - Clause environnementale	30
Article 11 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-TIC	31

Article 1 - Objet de l'accord-cadre - dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre, conclu en application des articles L. 2113-15 et R. 2123-1 du code de la commande publique (marché public à procédure adaptée), a pour objet la production de parcours de formation sur des sujets variés de la cybersécurité et hébergement de ces parcours sur une plateforme de formation en ligne (numéro de référence de la nomenclature CPV : 80420000-4 – Services d'enseignement par voie électronique).

Il s'agit d'un accord-cadre mixte, comprenant deux types de prestations :

La prestation forfaitaire dont les prestations attendues sont elles-mêmes composées de deux postes distincts :

Poste n° 1 : Production de trois parcours de formation sur le thème « Sensibilisation à la cybersécurité », pour des profils utilisateurs de différents niveaux : niveau 1, 2 et 3. La quasi-totalité du contenu de ces parcours proviendra du MOOC actuel de l'ANSSI.

Poste n° 2 : Hébergement de ces premiers parcours de formations sur une plateforme de formation en ligne et maintenance corrective et évolutive des contenus et de la plateforme, pour la période allant de la date de mise en ligne des prestations du poste n° 1 jusqu'à la date de fin de validité de l'accord-cadre. La plateforme de formation doit être suffisamment dimensionnée pour héberger un MOOC. Elle devra notamment pouvoir supporter un nombre très important de connexions (proche de 1 million). La première année d'hébergement fera l'objet d'un prorata.

La prestation à bons de commande dont les prestations attendues sont composées d'un seul poste :

Poste n° 3 : Production de nouveaux parcours de formation à la cybersécurité et de nouveaux modules au sein des parcours existants, puis intégration de ces nouveaux parcours (ou nouveaux modules) au sein de la plateforme de formation en ligne. Ces parcours de formation (ou modules) pourront être de technicité différente et dédiés à des publics relativement variés, sur des thématiques d'importance majeure. Ces parcours ou modules pourront être intégrés au fur et à mesure de leur création, pendant toute la durée de maintenance de la plateforme.

Le montant maximum de l'accord-cadre, toutes prestations confondues, est fixé à 749 000 euros hors taxes (soit 898 800 euros TTC) pour toute la durée de l'accord-cadre.

Les spécifications techniques attendues au titre du présent marché sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n°2025-06 du 25/03/2025).

1.2 Allotissement

Les différents postes étant liés les uns aux autres (la création de parcours de formations ou de modules se fait en fonction des caractéristiques d'une plateforme donnée), le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'allotir le marché correspondant à la création des modules de formation à la sécurité des systèmes d'information.

1.3 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de quatre (4) ans ferme à compter de sa date de notification.

Le poste n°2 débutera à compter de la date de mise en ligne des prestations du poste n° 1 et s'achèvera à la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande du poste n°3 devra être notifié pendant la validité du marché et pourra être exécuté par le titulaire jusqu'à trois (3) mois après la fin de validité de l'accord-cadre.

1.4 Forme des notifications et informations

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée à l'acte d'engagement du marché ou, à défaut, à son siège social.

1.5 Modification de l'accord-cadre

Toute modification aux dispositions de l'accord-cadre devra faire l'objet d'un accord écrit entre les deux parties, dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

1.6 Tranches

Sans objet.

Article 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe n°1 à l'acte d'engagement intitulée « annexe financière » ;
- L'annexe n°2 à l'acte d'engagement dénommée « Positionnement par rapport aux exigences du marché » ;
- L'annexe n°3 à l'acte d'engagement dénommée « description de la solution technique retenue » ;
- L'annexe n°4 à l'acte d'engagement dénommée « Fiche entreprise – parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire » ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières n°2025/06 du 25/03/2025 (dénommé CCAP dans le présent document) dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- L'annexe du CCAP – clause de cession des droits (APIE) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières n°2025/06 du 25/03/2025 (dénommé CCTP dans le présent document) et son annexe n°1 sur les exigences particulières de sécurité ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dénommé CCAG-TIC, dans sa version en vigueur à la date de remise de l'offre.

Article 3 - Modalités pratiques d'exécution de l'accord-cadre

3.1 Exécution générale de l'accord-cadre

3.1.1 Représentants des parties contractantes

Le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, ou toute personne ayant reçu délégation de signature dans la limite de ses attributions, désignés ci-après comme le représentant légal du pouvoir adjudicateur, sont seuls habilités à traiter des questions liées à l'exécution administrative de l'accord-cadre.

Cependant, dans le cadre de l'exécution technique de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur sera représenté par **un membre du centre de formation à la sécurité de systèmes d'information (CFSSI)**, désigné comme **le représentant technique**.

De même, le titulaire désignera, dès la réunion de lancement du marché, un représentant garantissant la permanence et l'unité de sa représentativité auprès de l'autre partie au marché, désigné ci-après comme **le chef de projet** pour piloter les prestations du marché.

3.1.2 Obligation de résultat

La réalisation du marché s'appuie sur les compétences et le savoir-faire du titulaire. Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations objets du marché et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le marché est assorti d'une **obligation de résultat**. Pendant toute la durée d'exécution du marché et en sa qualité de professionnel et de maître d'œuvre de ses prestations, le titulaire s'oblige :

- à garantir des résultats conformes aux prestations attendues, qui sont matérialisées dans les documents particuliers du marché ;

à faire le nécessaire pour que le pouvoir adjudicateur (et ses représentants) bénéficie, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments, imprécisions ou incohérences qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

3.2 Passation des commandes du poste n°3

3.2.1 Objet du bon de commande

Les bons de commande, du poste n°3, porteront sur les prestations désignées à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (partie à bons de commande), sous réserve qu'elles respectent les caractéristiques techniques telles que définies dans le CCTP n°2025/06 du 25/03/2025.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de la réglementation et des normes françaises ou, à défaut aux réglementations et aux normes européennes ou internationales relatives à l'état de l'art en vigueur.

3.2.2 Passation du bon de commande

Les bons de commande seront notifiés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de leur réception.

Conformément à l'article 3.7 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai **de quinze (15) jours calendaires** à

compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Conformément à l'article 3.7.3 du CCAG-PI, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

La réception du bon de commande par le titulaire vaut date de notification et ordre d'exécution des prestations demandées.

Chaque bon de commande précisera :

- la numérotation chronologique du bon de commande,
- la référence de l'accord-cadre,
- les références et désignations des prestations demandées,
- les quantités à livrer,
- les prix unitaire des prestations à livrer,
- le montant net hors taxes et le montant toutes taxes comprises du bon de commande,

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'à trois (3) mois au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre.

3.3 Désignation des prestations

Le contenu des prestations attendues est détaillé dans le CCTP n°2025/06 du 25/03/2025.

- Réunion de lancement

Le titulaire s'engage à informer régulièrement et efficacement l'ANSSI de l'avancée des prestations, et de tout événement susceptible d'avoir un impact sur lesdites prestations.

Concernant le poste n°1 : Une réunion de lancement est fixée pour le démarrage du marché. Le délai de convocation des entreprises à la réunion de lancement sera de deux semaines à compter de la date de convocation.

Les représentants techniques, et administratifs (*un représentant du bureau des marchés*), du pouvoir adjudicateur ainsi que les représentants du titulaire, assisteront à cette réunion. La réunion permettra notamment de préciser le programme et le planning des différentes phases du projet, les étapes intermédiaires, et les modalités de suivi dont, en particulier, le calendrier prévisionnel des réunions d'avancement. Ces précisions ne pourront remettre en cause les documents contractuels du marché.

La réunion de lancement fera l'objet d'un compte-rendu de réunion rédigé par le responsable de projet du titulaire et approuvé des deux parties. Un exemplaire est transmis au représentant légal du pouvoir adjudicateur.

Concernant le poste n°3: Une réunion de lancement est fixée pour le démarrage de chaque nouvelle thématique de formation.

Le délai de convocation des entreprises à la réunion de lancement sera de deux semaines à compter de la date de convocation.

Les représentants techniques, et administratifs (*un représentant du bureau des marchés*), du pouvoir adjudicateur ainsi que les représentants du titulaire, assisteront à cette réunion.

La réunion permettra notamment de préciser le programme et le planning des différentes phases du projet, les étapes intermédiaires, et les modalités de suivi dont, en particulier, le calendrier prévisionnel des réunions d'avancement.

Ces précisions ne pourront remettre en cause les documents contractuels du marché.

- **Réunion d'avancement**

Concernant le poste n°1 :

Des réunions d'avancement des prestations auront lieu entre le titulaire et le représentant technique du pouvoir adjudicateur selon le calendrier défini lors de la réunion de lancement. Notamment, une réunion spécifique se tiendra pour le lancement de chaque parcours.

Dans le respect des décisions prises lors de la réunion de lancement, ces réunions s'attacheront à suivre le déroulement de l'exécution des prestations en ce qui concerne notamment :

- l'orientation générale du travail,
- l'avancement de la prestation et le respect des étapes prévues,
- la définition, et le cas échéant, l'ajustement des objectifs à court terme dans le cadre de l'objectif final du marché.

Une réunion mensuelle d'une durée estimée d'une demi-journée pour chacune, permettra de faire un point technique mais aussi de traiter les questions administratives.

Ces réunions se tiendront à Paris, dans les locaux de l'ANSSI. À l'exception de la réunion de conclusion, qui se tiendra en visio, elles donneront systématiquement lieu à un compte-rendu rédigé sous une semaine par le titulaire et soumis à l'approbation du représentant technique du pouvoir adjudicateur.

Concernant le poste n°2 :

Le titulaire s'engage à rester en contact avec l'ANSSI sur toute la durée du marché. Un point annuel sur l'exécution du marché sera remis par le titulaire à l'attention du pouvoir adjudicateur sous forme de fichier informatique.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander jusqu'à quatre réunions annuelles.

Des réunions de suivi de prestation auront lieu entre le titulaire et le représentant technique du pouvoir adjudicateur.

Elles s'attacheront à suivre le bon déroulement de l'exécution des prestations en ce qui concerne notamment :

- le bon fonctionnement de la plateforme,
- le bon déroulement de l'exécution des parcours de formation à la sécurité des systèmes d'information,
- l'absence de dysfonctionnements techniques, et le cas échéant, les méthodes qui seront utilisées pour y remédier,
- l'avancement de la prise en compte de la SSI dans le cycle de vie du projet.

Ces réunions se tiendront à Paris, dans les locaux de l'ANSSI, et elles donneront systématiquement lieu à un compte-rendu rédigé sous une semaine par le titulaire et soumis à l'approbation du représentant technique du pouvoir adjudicateur.

Concernant le poste n°3 :

Des réunions d'avancement des prestations auront lieu entre le titulaire et le représentant technique du pouvoir adjudicateur selon le calendrier défini lors de la réunion de lancement. Notamment, une réunion spécifique se tiendra pour le lancement de chaque nouveau module ou nouveau parcours de formation.

Dans le respect des décisions prises lors de la réunion de lancement, ces réunions s'attacheront à suivre le déroulement de l'exécution des prestations en ce qui concerne notamment :

- l'orientation générale du travail,
- l'avancement de la prestation et le respect des étapes prévues,
- la définition, et le cas échéant, l'ajustement des objectifs à court terme dans le cadre de l'objectif final du marché.

Une réunion mensuelle d'une durée estimée d'une demi-journée pour chacune, permettra de faire un point technique mais aussi de traiter les questions administratives.

Ces réunions se tiendront à Paris, dans les locaux de l'ANSSI. À l'exception de la réunion de conclusion, qui se tiendra par visio, elles donneront systématiquement lieu à un compte-rendu rédigé sous une semaine par le titulaire et soumis à l'approbation du représentant technique du pouvoir adjudicateur.

3.4 Délais de réalisation des prestations

Les prestations seront réalisées sur une durée de quatre ans et selon le tableau estimatif suivant :

Modules à réaliser	Délai de réalisation
<u>Prestation forfaitaire</u>	
Formation « sensibilisation à la cybersécurité », niveau 1	T ₀ + 6 mois
Formation « sensibilisation à la cybersécurité », niveau 2	T ₀ + 6 mois
Formation « sensibilisation à la cybersécurité », niveau 3	T ₀ + 6 mois
<u>Prestation à bons de commande</u>	
Formation « Application à la directive NIS2 »	T ₀ + 9 mois
Formation thématique 1 additionnelle (plusieurs niveaux de difficulté éventuels)	T ₀ + 12 mois
Formation thématique 2 additionnelle (plusieurs niveaux de difficulté éventuels)	T ₀ + 18 mois
Formation thématique 3 additionnelle (plusieurs niveaux de difficulté éventuels)	T ₀ + 24 mois
Formation thématique 4 additionnelle (plusieurs niveaux de difficulté éventuels)	T ₀ + 30 mois
Formation thématique 5 additionnelle (plusieurs niveaux de difficulté éventuels)	T ₀ + 36 mois
Formation thématique 6 additionnelle (plusieurs niveaux de difficulté éventuels)	T ₀ + 42 mois

Il peut être envisagé de commander un nouveau parcours correspondant au poste n°3 et qui pourra être exécuté jusqu'à trois (3) mois après la fin de validité de l'accord-cadre.

3.5 Prolongation de délais et sursis de livraison

Les dispositions régissant l'octroi de prolongation de délai ou de sursis de livraison sont précisées aux articles 13.3 et 21.5 du CCAG-TIC. L'autorité habilitée à octroyer les prolongations de délai, les sursis de livraison et les exonérations de pénalités est le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

3.6 Pénalités pour retard

3.6.1 Dispositions générales

Il sera fait application des dispositions prévues par l'article 14 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité quel qu'en soit le montant.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-TIC, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné et peut excéder 10% du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

3.6.2 Pénalités en cas de non-respect du temps de rétablissement de l'infrastructure

En cas de non-respect de l'engagement du temps de rétablissement de l'infrastructure de quatre heures, le titulaire sera redevable des indemnités définies ci-après :

Dépassement du délai d'intervention garanti (4h)	Montant des pénalités
<ul style="list-style-type: none"> De 0 à 2 h de retard 	<ul style="list-style-type: none"> 25 % de l'abonnement mensuel du pouvoir adjudicateur
<ul style="list-style-type: none"> De 2 à 4 h de retard 	<ul style="list-style-type: none"> 50 % de l'abonnement mensuel du pouvoir adjudicateur
<ul style="list-style-type: none"> De 4 à 6 h de retard 	<ul style="list-style-type: none"> 75 % de l'abonnement mensuel du pouvoir adjudicateur
<ul style="list-style-type: none"> Au-delà de 6 h de retard 	<ul style="list-style-type: none"> 100 % de l'abonnement mensuel du pouvoir adjudicateur

3.6.3 Pénalités en cas de retard dans la remise des prestations

Des pénalités journalières pourront être appliquées en cas de retard non-motivé dans l'intervention, l'avancement et /ou l'achèvement d'une prestation, que ce retard influe ou non sur le délai global d'exécution.

Ces pénalités s'appliqueront comme suit :

- **100 €** par jour calendaire de retard jusqu'à complète exécution des prestations.

3.6.4 Pénalités en cas de d'absences et retards aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous prévus au contrat, ou de retard injustifié, d'un représentant qualifié, capable de prendre toutes décisions et des communiquer toutes informations concernant les prestations demandées, il sera appliqué les pénalités suivantes :

- En cas d'absence aux réunions prévues au contrat, il sera appliqué une pénalité de **100 € HT** par réunion où l'absence a été constatée.

Toute absence ou tout retard non excusé au moins 24 heures à l'avance sera considéré comme non excusée et fera l'objet des pénalités prévues ci-dessus.

Toutefois, si en fin d'opération, les prestations ont été exécutées dans le respect des clauses contractuelles et si le nombre d'absences reste limité, le pouvoir adjudicateur pourra sur simple décision effectuer une levée définitive de ces pénalités. En l'absence de décision, ces retenues seront transformées en pénalité définitive.

3.6.5 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Prévu à l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur. En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

3.7 Conditions de livraison

Les différents livrables seront transmis par voie dématérialisée sous forme numérique dans un format défini lors de la réunion de lancement.

Les lieux d'exécution des prestations sont détaillés dans le CCTP.

3.8 Opérations de vérification

Les modalités de réalisation des opérations de vérification sont précisées dans le CCTP.

3.9 Décisions après vérifications

A l'issue de la période de vérification et sur le vu des opérations de vérification, le représentant légal du pouvoir adjudicateur prononcera :

- **L'admission des prestations** sous la forme d'un procès-verbal d'admission des prestations, si celles-ci répondent aux stipulations du marché.

- **L'ajournement des prestations.** Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, **dans un délai de deux semaines calendaires**. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-après, dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

- **L'admission avec réfaction.** Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

- **Le rejet des prestations.** Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par le pouvoir adjudicateur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur ne peut prendre une décision d'admission avec réfaction ou de rejet :

- Si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le pouvoir adjudicateur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- Et que le pouvoir adjudicateur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et a notifié sa décision au titulaire.

Article 4 - Modalités financières de l'accord-cadre

4.1 Modalités de détermination des prix

4.1.1 Forme et contenu des prix.

Les prix de l'accord-cadre sont, pour partie forfaitaire, tels qu'indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire, et, pour la partie à bon de commande, unitaires, tels que libellés dans le bordereau des prix unitaires, annexés à l'acte de d'engagement.

Les prix de la partie forfaitaire (poste n°1 et n°2) seront fermes pendant toute la durée de l'accord-cadre, soit quatre (4) ans.

4.1.2 Variation des prix

Les prix sont établis hors taxes et seront majorés du taux de TVA en vigueur à la date de facturation des prestations.

Ils sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre par le titulaire, appelé mois « zéro ».

Les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires pourront faire l'objet d'une mise à jour à la date anniversaire de notification du marché. S'il souhaite réviser les prix de l'accord-cadre, le titulaire en formule la demande au moins un (1) mois avant la date anniversaire du marché.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais du titulaire nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché dans les conditions indiquées dans le CCTP. Ils comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

La formule de révision des prix applicable est la suivante :

$$P = P_0 \times [0,5 + (0,5 \times (\text{Syntec1}/\text{Syntec } 0))]$$

dans laquelle :

P = prix unitaire révisé ;

PO = prix unitaire initial ;

Syntec désigne l'indice du syndicat des sociétés d'études et de conseil ;

Syntec1 = l'indice du syndicat des sociétés d'études et de conseil au mois d'effet de la révision moins trois mois.

Syntec0 = l'indice du syndicat les prix des sociétés d'études et de conseil au mois d'établissement des prix moins trois mois.

Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Clause de sauvegarde : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter tout nouveau prix proposé par le titulaire et de résilier l'accord-cadre sans indemnité si la révision sur le prix initial **excède 10% d'augmentation**.

La révision des prix est notifiée au titulaire par l'acheteur après que ce dernier a procédé à la vérification de l'annexe financière qui lui a été transmise par l'interlocuteur du titulaire désigné dans l'acte d'engagement.

4.2 Règlement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées par les articles suivants.

4.2.1 Avance

Conformément aux dispositions des articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à cinquante mille euros hors taxes (50.000,00 € HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé, conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique et R. 2193-10 du code de la commande publique :

- à 20 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ;

- à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché, toutes taxes comprises, divisée par la durée du marché exprimée en mois, si celle-ci est supérieure à douze mois.

Si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

L'avance sera versée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du marché.

4.2.2 Acomptes

Il sera fait application des dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique.

4.2.3 Paiements partiels définitifs

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-26 du code de la commande publique, il pourra être procédé sur demande du titulaire, et sur le vu du procès-verbal d'admission des prestations, à un règlement partiel définitif correspondant au montant des prestations réalisées.

4.2.4 Solde

Le règlement du solde du marché s'effectuera après la décision définitive d'admission des prestations prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article 3.10 du présent CCAP.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 45 jours courant à compter de l'admission des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

4.2.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur. Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro d'engagement juridique Chorus correspondant au numéro du marché mentionné en première page de l'acte d'engagement ;
- La date et le numéro de la facture ;
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;

- Le détail des prestations exécutées ;
- Le détail des prix, forfaitaires ou unitaires ;
- Le montant HT et TTC ;
- Le taux et le montant de TVA.

Conformément aux articles L. 2192-1 et s. et D. 2192-1 et s. du code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct transmettront leurs factures sous forme électronique.

- **Transmission électronique**

Conformément à la loi de Modernisation de l'Economie (LME) n° 2008-776 du 4 août 2008, la personne publique accepte les factures émises sous forme dématérialisée. Les factures comprennent :

- Les mentions obligatoires devant figurer sur les factures conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts ;
- Le numéro d'engagement juridique Chorus correspondant au numéro du marché ;
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement : le numéro du service facturier **FAC9510075** ;
- En cas de marché à bons de commande, le numéro du bon de commande.

La transmission des factures s'effectue selon l'une des deux procédures autorisées suivantes :

1) Adresser ses factures au concentrateur par EDI :

- a. En les adressant directement au concentrateur de factures de la personne publique ;
- b. En demandant à un opérateur de dématérialisation de son choix une prestation de dématérialisation de ses factures, charge à cet opérateur de se raccorder au concentrateur et de transmettre les factures à ce dernier.

2) Utiliser le portail Chorus Factures accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> :

- a. En déposant ses factures ;
- b. En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ». Pour tout

renseignement, le titulaire pourra se diriger vers la rubrique « nous contacter ».

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par les articles L. 2192-5 et D. 2192-2 du code de la commande publique.

4.2.6 *Acceptation de la demande de paiement*

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

4.2.7 *Modalités de règlement*

Aucun paiement n'est exigible tant que la procédure de vérification permettant de certifier la conformité des fournitures ou des services prévus aux articles 3.9 et 3.10 du présent CCAP n'est pas achevée.

Le délai de paiement est fixé à **trente (30) jours** à compter de :

- la date de notification du marché pour l'avance éventuelle,
- la date d'acceptation des vérifications des prestations et de réception des justificatifs pour les acomptes ou, pour le solde, la date à laquelle l'admission des prestations a été prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement ;
- la date de réception de la demande de paiement accompagnée des justificatifs nécessaires pour les acomptes, si elle est postérieure ou égale à la date d'acceptation des vérifications des prestations pour les acomptes ou la date d'admission des prestations pour le solde prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de

réception. Cette notification précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Dans la mesure où le titulaire a rempli ses obligations contractuelles et légales, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, à moins qu'il soit responsable du retard, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

4.3 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de clause de réexamen, si le Pouvoir adjudicateur se trouve placé devant la nécessité de commander des prestations supplémentaires, rendus nécessaires en cours d'exécution de l'accord-cadre, il peut convenir, en commun accord avec le titulaire, de l'établissement de prix nouveaux, unitaires ou forfaitaires, respectivement assortis d'un sous détail ou d'une décomposition.

Ces prix sont établis par écrit par le titulaire sur demande du RPA. Le titulaire dispose d'un délai de **5 jour ouvrable** pour remettre son chiffrage de travaux modificatifs, à compter de la demande. Si ce le RPA les accepte, le ou les nouveaux prix sont intégrés au marché. Les prix ainsi intégrés au marché sont réputés avoir les mêmes caractéristiques que les prix initiaux, et peuvent donner lieu à un paiement régulier.

Toute demande de la part du représentant du pouvoir adjudicateur visant à modifier les prestations par rapport aux pièces contractuelles ou aux documents fera l'objet d'un ordre de service.

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de clause de réexamen, s'il s'avère que le calendrier de réalisation ou les délais d'exécution des prestations prévues doivent être modifiées, du fait du Pouvoir adjudicateur ou d'un tiers, le Pouvoir adjudicateur prend contact avec le titulaire pour convenir de nouveaux délais.

Si ces nouveaux délais sont sans impact financier et sans incidence sur la durée du marché, la validation de ces nouveaux délais fera l'objet d'un simple échange de courrier avec avis de réception entre le titulaire et le Pouvoir adjudicateur. Dans le cas contraire, il sera conclu un avenant.

Article 5 - Autres clauses administratives

5.1 Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-12 du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions prévues aux articles R 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché, désirant recourir à la sous-traitance, dans le respect des conditions susmentionnées, pourra utiliser le document nommé « **DC4** », joint aux documents de consultation de cette procédure. Ce « DC4 » devra être dûment complété et signé, puis communiqué au représentant légal du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de garantir date certaine de transmission.

5.2 Nantissement

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-46 à R. 2191-53 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à l'arrêté du 28

août 2006 relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics.

5.3 Litiges

Conformément à l'article 37 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Dans le cas où une solution amiable et équitable ne pourrait être trouvée, le litige sera soumis à la juridiction administrative française territorialement compétente conformément aux dispositions de l'article R.312-11 du code de justice administrative :

Tribunal administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00 – Télécopie : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr – Télérecours : <https://www.telerecours.fr>

5.4 Résiliation de l'accord-cadre

Dans le cadre d'un manquement grave par le titulaire à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge dans l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement dans un délai donné. À l'issue de ce délai, si le manquement n'est pas réparé, le pouvoir adjudicateur pourra résilier de plein droit l'accord-cadre.

De façon générale, tout manquement aux clauses entraînera des pénalités ou la résiliation.

Il sera fait le cas échéant, application des articles 47 à 54 inclus du CCAG-TIC, avec les précisions et compléments suivants :

- Pendant l'exécution du marché, en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, la résiliation du marché peut être prononcée aux torts du titulaire après mise en demeure préalable.
- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

5.4.1 Décompte de résiliation

Application de l'article 52 du CCAG TIC.

5.4.2 Effet de la résiliation

La résiliation met fin aux relations contractuelles à compter de la date fixée dans la décision de résiliation, ou bien de la notification de la décision si celle-ci ne précise pas sa date d'effet.

En outre, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire réparation des préjudices qu'il a subi du fait de la résiliation.

5.5 Changements dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à la domiciliation de ses paiements ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché (redressement judiciaire, sauvegarde, liquidation).

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire entraînera la suspension du délai réglementaire de paiement.

Article 6 - Mesures de confidentialité, de protection des données à caractère personnel de sécurité et protection du secret

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC sont remplacées par les dispositions suivantes.

Le titulaire n'aura à aucun moment à connaître, élaborer, manipuler, stocker ou acheminer d'informations classifiées au titre du secret de la défense nationale. Toutefois, l'exécution du marché peut nécessiter l'accès à des lieux classés en zone protégée ; les dispositions de l'instruction générale interministérielle (IGI) n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de celle-ci, s'appliqueront donc.

Le titulaire a l'obligation d'aviser ses éventuels sous-traitants de ce que les obligations énoncées aux articles 6, 6.1, 6.2 et 6.3 de ce CCAP leur sont également applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

6.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire ne peut être autorisé à communiquer sur l'accord-cadre, ses modalités et son exécution qu'après validation expresse formulée par le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit.

En l'absence du respect de cette obligation de confidentialité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin au marché sans préavis.

Aucune donnée relative aux personnes et aux entités bénéficiaires ne pourra être conservée ni exploitée par le titulaire, en dehors du cadre de la bonne exécution des marchés existants.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

6.2 Protection des données à caractère personnel

Conformément aux dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) et plus particulièrement son article 28, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'une modification du marché (avenant) par les parties au contrat.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

6.3 Mesures de sécurité et protection du secret

Bien que les prestations du marché ne justifient à aucun stade la manipulation d'informations classifiées, l'attention du titulaire est tout de même attirée sur les dispositions prévues ci-après concernant les mesures de sécurité et de protection du secret.

Le titulaire reconnaît notamment avoir pris connaissance de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par arrêté du 9 août 2021.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires à la protection des informations sensibles, notamment à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, de tout élément connu dans le cadre du marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du marché.

Le titulaire qui reçoit une information sensible ou dont il aura pu avoir connaissance s'engage à en limiter la circulation et l'accès respectivement à son propre personnel, celui de ses sous-traitants et/ou fournisseurs pour lequel il est nécessaire de faire connaître cette information dans le cadre de l'exécution du marché et, dans ce cas, à faire connaître à ce personnel, le caractère sensible de ces informations.

En conséquence, il lui est interdit de les communiquer ou de les divulguer à des tiers, pour quelque raison que ce soit, sans accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect des dispositions ci-dessus pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal relatives aux atteintes au secret de la défense nationale.

Article 7 - Clause sociale - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire.

Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Dans le cadre du suivi de la clause sociale, le SGDSN sera assisté ou représenté par un référent « achat responsables » des services du Premier ministre, dont les coordonnées seront communiquées lors de la réunion de lancement.

Le volume horaire minimal exigé, à réaliser pendant la période du marché est de **900 heures**. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

Il est rappelé que l'activité de ce jeune en décrochage scolaire, au sein de « l'entreprise », n'est pas obligatoirement liée à l'objet même de ce marché.

7.1 Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du SGDSN, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par le marché.

7.2 Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par le SGDSN et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise »).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou du SGDSN, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au SGDSN par le titulaire.

Le titulaire transmet également au SGDSN la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de rescolarisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

7.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du SGDSN ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au SGDSN :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande par le SGDSN.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le SGDSN et la MLDS. Dans ce cas, le SGDSN et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

Article 8 - Droit – langue

Le droit français est le seul applicable au marché et ce, quelle que soit la nationalité du titulaire. Dans le cas où un litige interviendrait entre les parties, il sera soumis à la juridiction administrative française territorialement compétente (tribunal administratif de Paris).

En application de la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, seules les correspondances et documents relatifs à l'exécution du marché rédigés en français sont valables au plan contractuel entre les parties.

Article 9 - Droit de propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle sont définis dans l'annexe au présent CCAP.

Article 10 - Clause environnementale – Clause Green IT

Dans le respect d'une démarche environnementale, le pouvoir adjudicateur souhaite que le titulaire privilégie, dans la mesure du possible, les échanges dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants. A défaut, il pourra remettre les livrables sous format papier à condition de privilégier une solution d'impression respectueuse de l'environnement : impression sur papier 100% recyclé ; impression en mode « recto-verso » ; dans la mesure du possible, impression des deux faces du document sur une seule page ; impression en noir et blanc ; utilisation de cartouche reconditionnées ; utilisation d'encre végétales ; recyclage des cartouches vides.

Soucieux de limiter l'impact écologique de ses achats, le titulaire met en place une politique de Green IT (tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations du marché.

Article 11 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-TIC.

Articles du CCAP	Dérogeant les articles du CCAG-TIC
2 (pièces contractuelles)	4.1
3.8.1 (pénalités)	14
3.8.2 (pénalités)	14.1.3 et 14.2.2
6 (mesures de sécurité et protection du secret)	5
1.6 de l'annexe au CCAP	35.2.1
2 de l'annexe au CCAP	34